

“La mutualité socialiste fait de la pure opposition au gouvernement Michel”

■ Les mutuelles sont divisées au sujet des économies dans le budget 2015 de l'Inami.

Le budget de l'Inami va connaître une petite cure d'amaigrissement en 2015 : il passe en effet, en gros, de 24,2 milliards à 23,85 milliards d'euros. Le Conseil général de l'Inami, qui rassemble le gouvernement, les représentants des employeurs, les syndicats et les mutuelles, a approuvé lundi matin les chiffres pour l'année prochaine. Mais cette décision n'a clairement pas été prise à l'unanimité... En effet, les syndicats socialistes et chrétiens ainsi que les mutualités socialistes ont voté contre alors que le gouvernement et le patronat ont voté pour. Quant aux mutualités chrétiennes et libres, elles se sont abstenues.

Quatre jours en maternité

En particulier, les mutualités socialistes craignent que ces coupes se fassent sur le dos des patients car il est notamment question d'une réforme du ticket modérateur pour certaines spécialisations (ophtalmologie, gynécologie...) et de la suppression du tiers payant social. Le ticket modérateur passera en effet de 8,23 à 12 euros. Par ailleurs, les femmes enceintes devront quitter la maternité un demi-jour plus tôt (4 jours de séjour au lieu des 4 jours et demi actuellement). Le secrétaire général de Solidaris - Mutualité socialiste, Jean-

Pascal Labille (l'ex-ministre PS des Entreprises publiques), a dénoncé ce budget de “rupture totale” par un communiqué.

Mais bon, tout le monde n'est pas aussi alarmiste. Les mutualités libres, par exemple, ont un tout autre point de vue. Pour Xavier Brenez, directeur général de l'Union nationale des mutualités libres, il faut travailler avec le gouvernement Michel. “On s'est abstenu car on avait proposé début octobre un projet de budget conforme aux dépenses de l'Inami prévues en 2015, explique-t-il. Notre proposition assurait la stabilité. Donc, par souci de cohérence, on s'est abstenu de voter ce budget en diminution de 350 millions environ. Mais les mutualités libres comprennent que le contexte budgétaire va être difficile et que c'est une obli-

gation morale de travailler en concertation avec le gouvernement.”

“Opposition voulue par le PS”

Xavier Brenez a également des mots durs sur la réaction de refus du côté socialiste: “La mutualité libre a un discours radicalement différent de la mutualité socialiste qui tire à boulets rouges sur ce budget et qui agite le drapeau rouge devant le taureau... Mais c'est plus subtil que ça. Beaucoup de mesures proposées dans ce budget 2015 étaient déjà sur la table sous le gouvernement Di Rupo. Certaines d'entre elles avaient même été proposées par la mutualité socialiste! Par exemple, en ce qui concerne la promotion des médicaments génériques. La mutualité socialiste fait dans l'opposition pure et dure à ce gouvernement, on est dans la large op-

position voulue par le PS. Du côté néerlandophone, la mutualité socialiste a un point de vue nettement plus tempéré. Le refus de la mutualité socialiste du côté francophone est plus politique que lié à la politique de la santé.”

“Des corrections sociales”

Bien entendu, le budget de l'Inami est en baisse et ce n'est pas une bonne nouvelle pour les mutualités libres. “Il faut être attentif à ce qui peut avoir un impact sur les patients. Il y a le ticket modérateur qui augmente pour les consultations de spécialistes mais il y a une correction sociale prévue. En ce qui concerne le passage de 4 jours et demi en maternité à 4 jours, il faut savoir qu'ailleurs en Europe, c'est souvent 2 jours seulement... Dans le contexte budgétaire actuel, on comprend et il y avait déjà un consensus sur cette mesure par le passé.”

Quant à la mutualité chrétienne, elle a justifié son abstention par la nécessité de préserver la concertation sociale. Elle a salué le soutien budgétaire aux soins de première ligne (encourager le patient à rendre visite prioritairement à son médecin de famille ou à une garde médicale avant de consulter un spécialiste). L'élargissement aux hospitalisations de jour de l'interdiction des suppléments d'honoraires dans les chambres à deux lits et dans les chambres communes est également bien accueilli par la mutualité chrétienne. Enfin, comme la mutualité socialiste, la mutualité chrétienne demande de revenir sur la hausse du ticket modérateur.

F.C.

23,85

MILLIARDS D'EUROS
C'est le budget de l'Inami pour 2015. Le gouvernement Michel l'a raboté.

“Beaucoup de mesures proposées dans le budget 2015 étaient déjà sur la table sous le gouvernement Di Rupo.”

XAVIER BRENEZ
Directeur général de l'Union nationale des Mutualités libres.

Épinglé

Le PS attaque

Opposition. Elio Di Rupo, président du PS, va évidemment dans le sens de la mutualité socialiste. Par communiqué, le PS a affirmé que “le prix que le patient paie de sa poche chez le médecin spécialiste va augmenter de plus de 45 %. Le gouvernement MR N-VA n'épargne même pas les plus défavorisés : les bénéficiaires de l'intervention majorée, c'est-à-dire les personnes qui ont un revenu inférieur à 1400 euros par mois, devront également payer plus cher.” Elio Di Rupo estime que “pendant des années, les ministres socialistes ont géré le budget des soins de santé sans jamais toucher le patient”.